

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Lille, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SA ALPHAGLASS

3 place de la gare
60960 FEUQUIERES

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\
ALPHAGLASS_Arques_070.04138\2_Inspections\2022 10 25 CI
Air\Alphaglass_arques_RAPVI_0007004138.odt
Code AIOT : 0007004138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SA ALPHAGLASS implanté ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 ARQUES. Cette partie «Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts-de-France 2022.

Elle fait suite à l'arrêté préfectoral du 11/09/2015 mettant en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission en NOx lui étant applicable dans un délai d'un an. Cette visite a pour objectif de récolter cet arrêté préfectoral de mise en demeure.

Cette visite fait également suite aux visites d'inspection du 20/04/2017 et du 26/05/2021, visites durant lesquelles l'inspection n'avait pas pu constater un retour à la conformité vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/09/2015.

Initialement, cette visite d'inspection devait avoir lieu en même temps qu'un contrôle inopiné des rejets atmosphériques par un organisme mandaté par la DREAL Hauts-de-France. Or, le jour de la visite (le 25/10/2022), lorsque l'organisme mandaté par la DREAL (GINGER) s'est présenté, une mesure des rejets atmosphériques par le prestataire de l'exploitant (KALI'AIR) était en cours.

Dans ce contexte, avec l'accord de l'inspecteur, le contrôle inopiné par l'organisme mandaté par la

DREAL a été reporté au lendemain (le 26/10/2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ALPHAGLASS
- ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 ARQUES
- Code AIOT : 0007004138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALPHAGLASS, implantée à Arques (62510), fait partie du groupe SAVERGLASS, dont le siège social est à Feuquières (60 960).

L'usine d'Arques est spécialisée dans la fabrication haut de gamme de bouteilles en verre.

Les activités d'Alphaglass sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 10 février 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle inopiné des rejets atmosphériques ;
- Vérification de la régularité administrative du site vis-à-vis de son classement au titre de la rubrique 3330.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan hors points de contrôle

Hormis pour le paramètre HCl faisant l'objet d'un point de contrôle, lors du contrôle inopiné des rejets atmosphériques réalisé par GINGER le 26/10/2022, il n'a pas été constaté de dépassement des valeurs limites d'émission pour les autres paramètres mesurés.

Par ailleurs, les résultats d'autosurveillance transmis par l'exploitant mettent en avant que, dans l'ensemble, hormis quelques dépassements ponctuels, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission pour ses rejets atmosphériques.

De plus, lors de la visite d'inspection du 26/05/2021, l'inspection constatait le non-respect des valeurs limites d'émissions pour les paramètres SOx et CO. Au vu de ce constat, le rapport relatif à la visite d'inspection du 26/05/2021 proposait de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émissions associées à ces deux paramètres. Cet arrêté préfectoral n'a pas été signé.

Toutefois, au vu du résultat du contrôle inopiné du 26/10/2022, des 2 dernières campagnes de mesures réalisées par l'exploitant en 2022 (septembre et octobre 2022) et des données d'autosurveillance d'octobre à décembre 2022, il apparaît que l'exploitant respecte désormais les valeurs limites d'émissions pour les SOx et le CO.

Le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé au rapport relatif à la visite d'inspection du 26/05/2021 n'est donc plus justifié.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Situation administrative au titre de la rubrique 3330	AP Complémentaire du 11/01/2022, article 1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Respect de la VLE en HCl	AP Complémentaire du 11/01/2022, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
7	Analyses normalisées des poussières en continu	AP Complémentaire du 11/01/2022, article 9.2.1.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect de la VLE en NOx	AP de Mise en Demeure du 11/09/2015, article 1	/	Sans objet
3	Système de traitement des oxydes d'azote	AP Complémentaire du 11/01/2022, article 3.1.6	/	Sans objet
4	Transmission des résultats d'autosurveillance	AP Complémentaire du 11/01/2022, article 9.3.2	/	Sans objet
6	Respect de la VLE en poussières	AP Complémentaire du 11/01/2022, article 3.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est revenu à la conformité concernant le respect des valeurs limites d'émissions pour le paramètre NOx. Pour ce faire, il a installé une unité « Dénox » sur son site. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/09/2015 peut être abrogé.

Par contre, l'exploitant ne respecte pas la capacité de production pour laquelle il est autorisé. Les dépassements constatés dans les productions journalières sur la période allant d'octobre à décembre 2022 constituent une modification substantielle nécessitant une nouvelle évaluation environnementale. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative.

Les résultats du contrôle inopiné du 26/10/2022 couplés aux résultats des mesures réalisées par Kali'Air le 25/10/2022 mettent en avant un dépassement supérieur à deux fois les valeurs limites d'émission pour le paramètre HCl. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant également sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de la VLE en NOx

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/09/2015, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la VLE en NOx
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Alphaglass, dont le siège social se situe Place de la Gare à Feuquières est mise en demeure de respecter, sous un an, les dispositions de l'article 3.2.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 27/03/2014, pour ses installations situées Zone Industrielle du Hocquet à Arques : "Article 3.2.4 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ de 8 % Polluants : Oxydes d'azote NOx en éq NO ₂ Concentration (mg/Nm ³) : 600 Flux spécifique en g/tv (tonne de verre fondu) : 1320 Flux massique (kg/h) : 30"
Constats : Il est à noter que l'arrêté préfectoral du 11/01/2022 prescrit de nouvelles VLE pour les NOx : Concentration (mg/Nm ³) : 500 Flux spécifique en g/tv (tonne de verre fondu) : 1050 Flux massique (kg/h) : 17.25 Depuis août 2022, l'exploitant a installé une unité Dénox pour diminuer ses émissions en Nox. Vu résultats d'analyse d'autosurveillance pour octobre, novembre et décembre 2022. Sur cette période : - la concentration en NOx mesurée est toujours inférieure à 500 mg/Nm ³ sauf du 06/11/2022 au 08/11/2022 en raison d'une intervention sur l'unité Dénox et le 20/11/2022. - le flux en NOx mesuré est toujours inférieur à 17,25 kg/h - le flux spécifique est toujours inférieur à 1 050 g/tv. Les résultats de la campagne de mesure réalisée par KALI'AIR le jour de la visite (vu rapport KALI'AIR relatif à la campagne de mesure du 25/10/2022 référencé CK22/A293/PR04.1 - Version) sont les suivants : - la concentration en NOx mesurée est de 589 mg/Nm ³ ; - le flux en NOx mesuré est de 15,5 kg/h. Les résultats du contrôle inopiné réalisé par la DREAL Hauts-de-FRANCE réalisé le 26/10/2022 (vu rapport GINGER relatif au contrôle inopiné du 26/10/2002 référence RC 41828) sont les suivants : - la concentration en NOx mesurée est 484 mg/Nm ³ - le flux en NOx mesuré est de 11,927 kg/h - le flux spécifique est de 658 g/tv. Au vu des résultats ci-dessus, l'inspection conclut que l'exploitant est revenu à la conformité et respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/09/2015. En conséquence, l'inspection propose d'abroger cet arrêté préfectoral de mise en demeure. Quant au respect des valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du 11/01/2022 pour les NOx,

l'exploitant respecte, sauf ponctuellement, les valeurs limites d'émission lui étant applicables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative au titre de la rubrique 3330

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative au titre de la rubrique 3330
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 3330 : Fabrication de verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour. Total de la rubrique autorisée : 415 t/j</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral du 11/01/2022 autorise le site au titre de la rubrique 3330 à 415 t/j.</p> <p>Par courrier du 16/06/2022, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet un dossier pour augmenter la capacité verrière de son four de 415 t/j à 434,9 t/j sans modification des installations sur son site.</p> <p>Par courrier du 01/09/2022, Monsieur le Préfet informait l'exploitant que le dossier relève d'une modification notable mais non substantielle et donnait acte de l'augmentation de la capacité verrière de 415 t/j à 434,9 t/j sans attendre la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui interviendra ultérieurement.</p> <p>Il est à noter qu'en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, toute augmentation de la capacité verrière autorisée de plus de 20 t/j par rapport à la quantité autorisée lors de la dernière évaluation environnementale constitue une modification substantielle nécessitant une nouvelle évaluation environnementale. Dans le cas d'Alphaglass, considérant que la dernière évaluation environnementale a été réalisée pour une capacité de 415 t/j, toute augmentation de la capacité de production au-delà de 435 t/j constitue une modification substantielle et nécessite un nouveau dossier d'autorisation environnementale avec étude d'impact.</p> <p>En salle de contrôle, par sondage l'inspection a demandé à voir les productions journalières du site ALPHAGLASS sur le mois d'octobre 2022. Du 01/10/2022 au 25/10/2022, la production est en moyenne de 424 t/j et ne dépasse pas 434,9 t/j hormis 3 jours : - le 18/10/2022 : 436,5 t - le 19/10/2022 : 435,8 t - le 24/10/2022 : 435,6 t</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le 06/01/2023 les données d'autosurveillance sur la période allant d'octobre à décembre 2022. Ces données d'autosurveillance contiennent les productions journalières du four d'Alphaglass. Après analyse de ce document, il s'avère que la valeur de 434,9 t/j a été dépassé 4 fois en octobre 2022, 14 fois en novembre 2022 et 8 fois en décembre 2022. Hormis le 29/10/2022 où la production a atteint 448 t, les productions journalières lors des jours de dépassement sont inférieures à 440 t/j.</p> <p>Les 26 dépassements de la production journalière autorisée sur une période de 3 mois ne peuvent pas être caractérisés comme un dépassement ponctuel. L'exploitant ne respecte donc pas la capacité de production journalière pour laquelle il est autorisé au titre de la rubrique 3330. Par ailleurs, ces 26 dépassements constituent une modification substantielle des installations en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de</p>

régulariser sa situation en respectant la valeur de 434,9 t/j pour sa production journalière.
Pour augmenter sa production au-delà de 434,9 t/j, l'exploitant doit déposer un dossier d'autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Système de traitement des oxydes d'azote

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2022, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Système de traitement des oxydes d'azote
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un système de traitement des NOx par Réduction Catalytique Sélective (SCR). Ce système permet le traitement des NOx issus du four de fusion au plus tard à compter du 1 ^{er} septembre 2022.
Constats : L'exploitant a installé une unité Dénox pour traiter les NOx issus de son four de fusion. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de l'unité Dénox et celle-ci fonctionnait.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2022, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats d'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que leur efficacité. Les résultats des mesures réglementaires du mois N sont saisis sur le site de télédéclaration (GIDAF) du ministère de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel. Si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site GIDAF susvisé, il est tenu dans ce cas de transmettre par écrit avant le 10 du mois N+1 à l'inspection de l'environnement un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses réglementaires imposées du mois N. Ce rapport devra traiter au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.
Constats : Avant la visite d'inspection, l'exploitant ne transmettait pas les résultats d'autosurveillance de ses rejets atmosphériques à l'inspection. Lors de la visite du 25/10/2022, l'inspection a rappelé cette exigence à l'exploitant et lui a demandé de transmettre ses résultats d'autosurveillance conformément à son arrêté préfectoral chaque

mois.
Après une relance de l'inspection du 03/01/2023, l'exploitant a transmis le 06/01/2023 à l'inspection les résultats d'autosurveillance de ses rejets atmosphériques d'octobre, novembre et décembre 2022. L'exploitant est donc revenu à la conformité.
<p>Observations : L'inspection rappelle que l'autosurveillance doit être transmise à l'inspection chaque mois. L'inspection sera vigilante quant à la transmission régulière de ses données d'autosurveillance chaque mois. Dans le cas contraire, un arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être proposé.</p> <p>L'inspection rappelle également que chaque dépassement doit faire l'objet d'un commentaire pour expliquer le dépassement et les actions mises en œuvre ou à mettre en œuvre pour éviter un nouveau dépassement. Ce commentaire n'est pas systématiquement présent. Par exemple, les raisons du dépassement en NOx sur la période allant du 06/11/2022 au 09/11/2022 ne sont pas explicitées dans les éléments transmis à l'inspection le 06/01/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect de la VLE en HCl

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2022, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE HCl
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) - à une teneur en O₂ de 8 %</p> <p>Polluant : Chlorure d'hydrogène (HCl) Concentration (mg/Nm³) : 20 Flux spécifique en g/tv (tonne de verre fondu) : 42 Flux massique (kg/h) : 0,345</p>
<p>Constats : Les résultats de la campagne de mesure réalisée par KALI'AIR le jour de la visite (vu rapport KALI'AIR relatif à la campagne de mesure du 25/10/2022 référencé CK22/A293/PR04.1 - Version) sont les suivants : - la concentration en HCl mesurée est de 288 mg/Nm³ - le flux en HCl mesuré est de 7,57 kg/h Lors des 3 autres campagnes de mesures réalisées en 2022 du 28/02 au 01/03/2022, le 16/05/2022 et le 01/09/2022, il n'a pas été constaté de dépassement des VLE pour le paramètre HCl.</p> <p>Les résultats du contrôle inopiné réalisé par l'organisme mandaté par la DREAL Hauts-de-FRANCE le 26/10/2022 (vu rapport GINGER relatif au contrôle inopiné du 26/10/2002 référence RC 41828) sont les suivants : - la concentration en HCl mesurée est de 671 mg/Nm³ - le flux en HCl mesuré est de 1,52 kg/h - le flux spécifique est de 83,62 g/tv.</p> <p>Pour expliquer cette non-conformité, l'exploitant a émis plusieurs hypothèses : - la qualité de la chaux - la quantité de chaux - des variations de fonctionnement du réacteur de chaux. L'exploitant a également indiqué qu'après vérification, ces hypothèses ont été écartées. Aujourd'hui aucune piste n'a été identifiée.</p>

Au vu des résultats ci-dessus mettant en avant que les valeurs limites d'émission pour le paramètre HCl ont été dépassés significativement (Dépassement supérieur à 2 X VLE) les 25 et 26/10/2022 et de l'absence de détermination de la cause des dépassements, l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émission pour le paramètre HCl. L'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émissions associées au paramètre HCl.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Respect de la VLE en poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2022, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) - à une teneur en O₂ de 8 %</p> <p>Polluant : Poussières Concentration (mg/Nm³) : 20 Flux spécifique en g/tv (tonne de verre fondu) : 42 Flux massique (kg/h) : 0,69</p>
<p>Constats : Les résultats d'autosurveillance pour la période allant d'octobre à décembre 2022 font état d'un dépassement quasi systématique des valeurs limites d'émission pour le paramètre poussières. Par exemple, le 25/10/2022, les résultats sont les suivants : - la concentration en poussières mesurée est de 61,84 mg/Nm³ - le flux en poussières mesuré est de 0,95 kg/h - le flux spécifique est de 52,91 g/tv</p> <p>Par courrier du 05/01/2023, l'exploitant précise que <i>"la baie d'analyse indique des résultats non conformes alors que les résultats des laboratoires extérieurs sont conformes. La sonde poussières a été mise en place fin août 2022 et doit encore être calibrée lors de la prochaine maintenance de Sick les 4 et 7 mars prochain et après réception des résultats d'analyse du laboratoire. En attendant cette intervention, nous contrôlons le bon fonctionnement de l'électrofiltre par l'absence d'alarme sur les différents champs."</i></p> <p>En effet, les résultats de la campagne de mesure réalisée par KALI'AIR le jour de la visite (vu rapport KALIAIR relatif à la campagne de mesure du 25/10/2022 référencé CK22/A293/PR04.1 - Version) sont les suivants : - la concentration en poussières mesurée est de 6,7 mg/Nm³ - le flux en poussières mesuré est de 0,18 kg/h Les résultats des 3 autres campagnes de mesures réalisées du 28/02 au 01/03/2022, le 16/05/2022 et le 01/09/2022 mettent en avant un respect des VLE pour le paramètre poussières.</p> <p>Les résultats du contrôle inopiné réalisé par l'organisme mandaté par la DREAL Hauts-de-FRANCE le 26/10/2022 (vu rapport GINGER relatif au contrôle inopiné du 26/10/2002 référence RC 41828) sont les suivants : - la concentration en poussières mesurée est de 2,3 mg/Nm³ - le flux en poussières mesuré est de 0,063 kg/h - le flux spécifique est de 3,53 g/tv</p>

Au vu des résultats ci-dessus, il semble en effet que les dépassements en poussières mesurés dans le cadre de la mesure en continu soient dûs à un problème au niveau de la sonde poussières et ne soient pas des dépassements réels des valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyses normalisées des poussières en continu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2022, article 9.2.1.1.1					
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : "Les mesures portent sur le rejet à la cheminée du bâtiment de fusion après traitement d'épuration. <table> <tr> <th>Paramètre (*)</th><th>Fréquence</th></tr> <tr> <td>Poussières</td><td>En continu, soit directement, soit par le suivi d'un ou plusieurs paramètres représentatifs du bon fonctionnement du système de traitement. Dans ce dernier cas, l'analyse du paramètre est trimestrielle</td></tr> </table> (*) méthode d'analyse : selon les normes en vigueur et/ou Arrêté du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence		Paramètre (*)	Fréquence	Poussières	En continu, soit directement, soit par le suivi d'un ou plusieurs paramètres représentatifs du bon fonctionnement du système de traitement. Dans ce dernier cas, l'analyse du paramètre est trimestrielle
Paramètre (*)	Fréquence				
Poussières	En continu, soit directement, soit par le suivi d'un ou plusieurs paramètres représentatifs du bon fonctionnement du système de traitement. Dans ce dernier cas, l'analyse du paramètre est trimestrielle				
Constats : Voir point de contrôle "Respect de la VLE en poussières" Les résultats d'autosurveillance du paramètre poussière sur la période allant d'octobre à décembre 2022 couplés aux mesures trimestrielles réalisées par l'exploitant et au résultat du dernier contrôle inopiné mettent en avant un problème au niveau du dispositif de mesure. L'analyseur de poussières n'est pas exploité selon les normes en vigueur pour les mesures en continu (NF EN 15267-1, NF EN 15267-2, NF EN 15267-3 et NF EN 14181) avec notamment un étalonnage sur site de l'appareil. Le problème persiste depuis, a minima, début octobre et l'exploitant n'a pas encore apporté de solution. L'inspection prend bonne note que l'exploitant va procéder à un calibrage de la sonde poussières les 04/03 et 07/03/2023. Toutefois, factuellement, aujourd'hui, le dispositif de mesure des poussières dans les rejets atmosphériques ne fonctionne pas correctement et les valeurs mesurées ne sont pas représentatives. L'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de procéder à un étalonnage de l'appareil de mesure en continu des poussières afin de s'assurer de la représentativité des valeurs mesurées en poussières.					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription					
Proposition de délais : 3 mois					